



DEPARTEMENT DU VAR
Arrondissement de DRAGUIGNAN

MAIRIE DE GRIMAUD

ARRETE DU MAIRE

N° 2022 - 144

Portant délégation temporaire des fonctions d'officier de l'Etat Civil pour un conseiller municipal

Le Maire de la Commune de GRIMAUD (Var),

Vu le Code Général des Collectivités Territoriales et notamment ses **articles L. 2122-17, L.2122-18 et L.2122-32** portant dispositions des attributions générales du Maire et organisation des délégations consenties à ses adjoints ou à des membres du Conseil Municipal,

Vu les délibérations du Conseil Municipal n°2020-01-021 et 2020-03-023, en date du 25 mai 2020, portant élection du Maire et de ses adjoints,

Vu la délibération du Conseil Municipal N°2020-02-022 en date du 25 mai 2020 portant détermination du nombre d'adjoints au Maire à 8 postes,

Considérant que le Maire est absent et qu'aucun adjoint ne pourra assurer, suite à une absence ou à un empêchement, la célébration du mariage le samedi 1er octobre 2022 à 15 heures 00 minutes.

Considérant que les conseillers municipaux, premiers inscrits dans l'ordre du tableau, sont eux-mêmes empêchés,

Considérant le mariage de Madame Camille Manon MOTTE et Monsieur Julien Etienne Jean GUILLAUME le samedi 1er octobre 2022 à 15 heures 00,

Considérant qu'il convient à cet effet, de déléguer à Madame Natacha SARI conseillère municipale, afin de remplir les fonctions d'Officier de l'Etat Civil,

ARRETE

Article 1^{er} : Madame Natacha SARI, conseillère municipale, est déléguée pour exercer les fonctions d'Officier de l'Etat civil, le samedi 1er octobre 2022 à 15h00, afin de célébrer le mariage de Madame Camille Manon MOTTE et Monsieur Julien Etienne Jean GUILLAUME.

Article 3 : Le Directeur Général des Services est chargé de l'exécution du présent arrêté, qui sera inscrit au registre des arrêtés municipaux, publié par voie d'affichage et notifié à l'intéressée.

Fait à GRIMAUD le, **27 SEP. 2022**

Le Maire,
Alain BENEDETTO.



Le Maire :

- certifie sous sa responsabilité le caractère exécutoire de cet acte.
- informe que le présent arrêté peut faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Toulon dans un délai de 2 mois à compter de sa publication.
- Le tribunal administratif peut être saisi par l'application informatique «Télérecours Citoyens» accessible sur le site internet www.telerecours.fr

Publié le : **29 SEP. 2022**

Notifié le :